

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19461 - 75ÈME ANNÉE

Deux défilés organisés par l'Intersyndicale

Nouvelle mobilisation pour le droit à une retraite digne



Ce 6 février est une nouvelle journée d'actions contre le projet de loi du gouvernement visant à compliquer gravement l'accès à une retraite suffisante pour vivre. A La Réunion, l'Intersyndicale appelle à deux défilés à Saint-Denis et à Saint-Pierre. Voici le communiqué appelant aux manifestations.

«Les organisations syndicales CG-TR, FSU, FO, Solidaires, SAIPER, UNEF se félicitent de l'importance des mobilisations contre le projet de réforme des retraites. Le soutien de la population s'amplifie, des initiatives unitaires sont prises sur tout le territoire, les journées de grève et de manifesta-

tions des 24 et 29 janvier ont encore rassemblé des centaines de milliers de personnes. C'est la preuve d'un rejet massif des projets du gouvernement.

L'avis du Conseil d'Etat est un désaveu cinglant. Il confirme nos analyses d'une réforme qui méprise les formes réglementaires et législatives et, sur le fond, fait ressortir le flou du projet. Il pointe les lacunes de l'étude d'impact et des 29 ordonnances auxquelles le projet renvoie comme autant d'éléments qui masquent la réalité de la réforme. Il contredit les engagements de compensation des dégâts que le gouvernement avait fait miroiter à certaines catégo-

ries. Le projet de réforme des retraites n'a jamais été aussi fragile !

C'est pourquoi nos organisations appellent l'ensemble du monde du travail et la jeunesse à poursuivre et amplifier la mobilisation dans tous les secteurs tout au long du débat parlementaire qui s'ouvre : rassemblements, retraites aux flambeaux, débrayages dans les entreprises, dépôt d'outils symboliques des métiers, ... Il n'y aura pas de trêve.

A La Réunion, elles appellent à deux manifestations jeudi 6 février :

Saint-Denis, départ Petit-Marché (rdv 9h) vers la Préfecture
Saint-Pierre, départ Mairie (rdv 9h)»

Nouvel appel à la solidarité dans notre région

L'Afrique australe vit la pire « crise de la faim jamais vue »

L'ONU sonne l'alarme face à des niveaux de faim sans précédent en Afrique australe : Les femmes et les enfants sont les plus touchés par la sécheresse et les conditions météorologiques extrêmes qui privent des dizaines de millions de personnes de nourriture.

L'Afrique australe est en proie à une urgence climatique, avec des niveaux de faim dans la région à une échelle jamais vue auparavant, a averti l'ONU. Des années de sécheresse, d'inondations généralisées et de désarroi économique ont laissé 45 millions de personnes confrontées à de graves pénuries alimentaires, les femmes et les enfants étant les plus touchés par la crise, a déclaré le Programme alimentaire mondial (PAM).

La faim touche de nombreux pays d'Afrique

Le Zimbabwe fait déjà face à sa pire crise de faim depuis une décennie, avec 7,7 millions de personnes – la moitié de la population – en situation d'insécurité alimentaire aiguë. Mais il semble que la situation se soit « considérablement détériorée » au cours des derniers mois.

Environ 20% de la population de la Zambie – un grenier régional – et du Lesotho sont confrontés à une insécurité alimentaire aiguë, tout comme 10% de la population de la Namibie, a indiqué le PAM. La crise a été aggravée par la flambée des prix des denrées alimentaires, les pertes de bétail à grande échelle et l'augmentation du chômage.

Les 16 pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe, une région identifiée comme un « point chaud » climatique par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, n'ont connu qu'une seule saison de croissance normale au cours des cinq dernières années.

Les pluies saisonnières ont été tardives dans de nombreux pays et les experts des Nations Unies prédisent, avec une certitude de 60%, qu'une autre mauvaise récolte est prévue dans les prochains mois.

Les régions du centre et de l'ouest ont été frappées par la pire sécheresse en 35 ans au cours de la saison de croissance.

« La crise de la faim est d'une ampleur que nous n'avons jamais vue auparavant et les preuves montrent qu'elle va empirer », a déclaré Lola Castro, directrice régionale du PAM pour l'Afrique australe. « La saison annuelle des cyclones a commencé et nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre de répéter les ravages causés par les tempêtes sans précédent de l'année dernière. »

En mars dernier, le cyclone Idai a frappé le Mozambique, le Malawi et le Zimbabwe, faisant 900 morts, des milliers de déplacés et plus d'un million de vivres. Le cyclone Kenneth a frappé le Mozambique six semaines plus tard.

« Bien que notre priorité la plus urgente soit les millions de personnes qui ont besoin d'un soutien immédiat, il est absolument essentiel de renforcer la résilience des nombreux plus menacés par des sécheresses et des tempêtes de plus en plus fréquentes et destructrices », a déclaré Castro.

Le PAM prévoit de fournir une assistance pendant la période de soudure à 8,3 millions de personnes aux prises avec des niveaux de faim « en crise » ou « d'urgence » dans huit des pays les plus durement touchés: Zimbabwe, Zambie, Mozambique, Madagascar, Namibie, Lesotho, Eswatini (anciennement Swaziland) et Malawi.

Eddie Rowe, directeur de pays du PAM pour le Zimbabwe, a déclaré que l'agence avait effectué sa propre évaluation officielle de la situation de la sécurité alimentaire au cours de la semaine dernière.

À ce jour, le PAM n'a obtenu que 205 millions de dollars sur les 489 millions de dollars nécessaires pour l'Afrique australe.

Source alnas.fr

Edito

Quand le franc empêche la décolonisation

Cela fera bientôt 60 ans que la France a cessé officiellement de coloniser des pays d'Afrique. Force est de constater que sur de nombreux points, la décolonisation reste inachevée. C'est notamment le cas en ce qui concerne la monnaie. En Afrique de l'Ouest, le maintien du franc CFA empêche les Etats d'avoir une politique monétaire, car le franc est adossé à l'euro, et comme le rappelle souvent Justin, l'émission de la monnaie ainsi que la garde du stock d'or restent une prérogative de la France.

Cette décolonisation inachevée imprègne les esprits, même là où officiellement le franc n'est plus une monnaie. C'est le cas à Madagascar. Cela fait plus de 15 ans que le franc FMG n'a plus cours, il a été remplacé par l'ariary, sur la base de 1 ariary=5 francs FMG. Rappelons que l'ariary est le nom de la monnaie qui existait dans le Royaume de Madagascar avant la colonisation.

Durant une période de transition, la valeur en francs était écrite sur le billet en ariary, mais cela fait bien longtemps que cette mesure n'existe plus. Autrement dit, plus rien d'écrit ne rappelle le franc, et pourtant cette monnaie qui n'a plus cours reste omniprésente dans les conversations.

Ainsi, à la recherche d'un taxi pour retourner la nuit tombée à la maison située dans un quartier éloigné du centre, le chauffeur annonce le prix du voyage : «cent mille» en utilisant les mots français. Mais «cent mille» quoi, ariary ou francs ? Le fait que l'interlocuteur donne le prix en utilisant des mots français laisse entendre qu'il parle en francs, ce qui se vérifie dans la conversation. Donc en réalité, le prix demandé est de 20.000 ariary. Logiquement, le chauffeur aurait dû donc dire «roa alina ariary» et non pas «cent mille». Mais c'est cette dernière proposition qui est utilisée, alors que cela fait plus de 15 ans que le franc n'existe plus à Madagascar.

Pourquoi ? Sans doute parce que le mot franc renvoie à «France», l'ancienne puissance coloniale. Les colonisateurs français ont donc réussi le tour de force de maintenir une certaine colonisation des esprits grâce à la monnaie qu'ils ont imposée à Madagascar. Ceci est source de perte de temps et d'incompréhension dans les nombreuses transactions de la vie quotidienne. En effet, il faut à chaque fois se demander si la personne parle en francs ou en ariary, et comme le plus souvent c'est en francs, alors il est nécessaire de faire la conversion mentalement en ariary pour connaître un prix.

Voilà pourquoi le franc, même s'il n'existe plus officiellement dans un pays, empêche la décolonisation des esprits ce qui contribue à entretenir la confusion.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

Pran sa pou ou matant é mète out moushoir par dsi !

Matant Zélida la ékri Justin :

Mon shèr nové, mon spèss salté, rouj-de-fon dopi l'éternité, oplis i sava, oplis d'après moin zot, bann rouj-de-fon, zot i sèye kass zot sèrkl solitide. La prèv ? Mi antann dir par isi, par lab, la fé l'alyans avèk iks, avèk y, é sa san kas s la tête par raport bann z'ènmi zot l'avé yèr é sirman pa sate zot nora domin. Souvan défoi mi antann dir zot i pratik in politik l'inyon, sansa in politik l'alyans : lé bien tout demoun lé frèr é sèr, mé zot i gnor pa l'avé dé frèr inn téi apèl abel é l'ot téi apèl Caïn é zot i koné kosa l'arivé. Lèss amoin dir azot lé posib l'amityé d'zordi i fini an ène pou domin. Zot i koné galmanna dé foi bann plé la pankor bien sikatrizé éli domann arienk pou rouvèr. Alé ! domin sé in n'ot zour konm i di . Konm i di galman : pran sa pou toi !

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matant k'i koz touzour la boush rouvèr, fransh vérité out kozman i rosanm ou mèm, ou i di lo prézan konm ou i espèr li lé, ou di l'avnir konm ou i souète li sora. Astèr si i baz dsi lo respé é dsi in program ou i pans pa sé kékshoz i pé marshé. Matant ou i koné késtyonn zidé, nou, dann parti kominis nou néna é sirtou ni inpoz pa nout zidé mé ni domann sinplomman k'i tienbo kont... Matant si ni lé l'androi ni lé, ou i pans pa sé pars pandan lontan la pa vouli tienbo kont nout zidé ? Moin mi pans ké oui. Sé par nout zidé anou ké la komine lo Por lé aménazé konm èl i lé. Sé par nout zidé k'in politik kont bidonvil laté mète an plas dann tout lo péi. Sé par nout zidé ké la transform La Rényon é sé pou sa ké nout péi i prézan konm li prézan. Biensir mi sava pa dir aou lé shoz dann détaye, mé mi asir aou sak i fé l'alyans avèk nou néna déza bon zidé pou baz dési. Alé ! Pran sa pou ou matant é mète out moushoir par dsi.

Justin